

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 206-2006 du 29 mars 2006, cette entente a été prolongée une nouvelle fois, avec modifications, jusqu'au 31 mars 2007;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 285-2007 du 30 mars 2007, cette entente a été prolongée une fois de plus, avec modifications, jusqu'au 31 mars 2008;

ATTENDU QUE le Conseil Mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec conviennent d'une entente ayant pour effet de prolonger de nouveau l'entente existante pour une période d'un an, soit jusqu'au 31 mars 2009;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette même loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information:

QUE soit approuvée l'Entente modifiant l'Entente sur la prestation des services policiers entre le Conseil Mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec, dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle, ayant pour effet de prolonger l'entente existante pour une période d'un an, soit jusqu'au 31 mars 2009.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

Gouvernement du Québec

Décret 329-2008, 9 avril 2008

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de La Compagnie minière Québec Cartier pour le projet de réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier sur le territoire de la Ville de Port-Cartier

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas prévus par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9) et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QUE le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de ce règlement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement tout programme ou projet de dragage, creusement, remplissage, redressement ou remblayage à quelque fin que ce soit dans un cours d'eau visé à l'annexe A du règlement ou dans un lac, à l'intérieur de la limite des inondations de récurrence de 2 ans, sur une distance de 300 mètres ou plus ou sur une superficie de 5 000 mètres carrés ou plus, et tout programme ou projet de dragage, creusement, remplissage, redressement ou remblayage, à quelque fin que ce soit, égalant ou excédant de façon cumulative les seuils précités, pour un même cours d'eau visé à l'annexe A du règlement ou pour un même lac;

ATTENDU QUE La Compagnie minière Québec Cartier a déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs un avis de projet, le 28 avril 2006, et une étude d'impact sur l'environnement le 3 janvier 2007, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, relativement au projet de réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a effectué l'analyse de l'étude d'impact visant à établir si celle-ci répond à la directive de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et que cette analyse a

nécessité la consultation d'autres ministères et organismes gouvernementaux ainsi que la demande d'information complémentaire auprès de La Compagnie minière Québec Cartier;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le 4 septembre 2007, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publiques prévue à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, qui s'est tenue du 4 septembre 2007 au 19 octobre 2007, aucune demande d'audience publique n'a été adressée à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a produit, le 12 mars 2008, un rapport d'analyse environnementale relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine, ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autorisation en faveur de La Compagnie minière Québec Cartier relativement au projet de réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs:

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur de La Compagnie minière Québec Cartier relativement au projet de réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier à la condition suivante:

CONDITION 1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Le projet de réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants:

— LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER. Étude d'impact sur l'environnement – Réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de la Compagnie minière Québec Cartier – Rapport principal, par La Compagnie minière Québec Cartier et Genivar inc., décembre 2006, 103 p. et 11 annexes;

— LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER. Étude d'impact sur l'environnement – Réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de la Compagnie minière Québec Cartier – Réponses aux questions du MDDEP, par La Compagnie minière Québec Cartier et Genivar S.E.C., avril 2007, 16 p. et 8 annexes;

— LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER. Étude d'impact sur l'environnement – Réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de la Compagnie minière Québec Cartier – Résumé, par La Compagnie minière Québec Cartier et Genivar S.E.C., avril 2007, 37 p.;

— LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER. Étude d'impact sur l'environnement – Réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de la Compagnie minière Québec Cartier – Addenda n^o 1: Analyse des vents et des surcotes de tempêtes, par Genivar Société en commandite, mai 2007, 26 p. et 4 annexes;

— Lettre de M. Michel Privé, de La Compagnie minière Québec Cartier, à M. Jacques Dupont, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 7 mars 2008, concernant la réhabilitation du brise-lames à l'entrée du port de mer de La Compagnie minière Québec Cartier, à Port-Cartier – Avis de modification au projet – Excavation de matériaux déstabilisants du côté ouest du brise-lames, 1 p. et 1 annexe.

En cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

49756

Gouvernement du Québec

Décret 331-2008, 9 avril 2008

CONCERNANT l'autorisation à Hydro-Québec à acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles, les servitudes et droits réels requis pour la construction et l'exploitation de la ligne de transport d'électricité